

**Stratégie Nationale Pour la Croissance
et
la Réduction de la Pauvreté en Haiti
(DSNCRP)**



LE CADRE MACRO ECONOMIQUE DU DSNCRP

**ATELIERS DEPARTEMENTAUX
MAI-JUIN -JUILLET 2008**

Sommaire



- **L'intérêt de la question;**
- **La situation macro économique des années 2000-2008;**
- **Le Cadre des politiques macroéconomiques;**
- **Les politiques macroéconomiques;**
- **Les perspectives pour 2008-2011;**

Intérêt de la question:



Les préoccupations majeures :

- **La stabilité macroéconomique ;**
- **Les réformes structurelles;**
- **La réforme des finances publiques (fiscales, budgétaires, monétaires, balance des paiements);**
- **La croissance économique est nécessaire mais pas suffisante pour la réduction de la pauvreté .**

La situation macro économique des années 2000-2008

• Le taux de croissance du PIB réel

- Entre 2000 et 2004 – Marquée par une baisse des activités (-1,0%, -0,3%, 0,4%)
- En 2003/2004 la chute a été très prononcée -3.5%
- A partir de 2005, la tendance s'est renversée avec une hausse légère de 1.8%
- Tendence maintenue en 2006 et 2007 (2.3%), et il est estimé à 3.2%
- La croissance de 2,3% du PIB en 2006 a conduit a un accroissement du PIB par tête de 0,6% – comparé à -0,2% pour l'exercice 2005

• Le Taux d'inflation

- Les prix ont également fortement varié. Le taux d'inflation en 2004 représentait en glissement annuel 21,69% alors qu'en 2005 il se situe à 14,8% et à la fin de 2006 /07 autour de 10% et en raison des chocs internes et externes des récents mois, l'inflation se situe a la fin de mars 2008 autour de 16%.

• Le taux de change

- Le taux de change a aussi varié à la hausse avec de nombreuses variations (contractions et surchauffes) variant autour de 35, 37, 40 gourdes pour 1\$

Après la décennie 1994-2004



- Après la décennie perdue de 1994-2004, marquée par l'instabilité politique et le déclin économique, Haïti a entrepris un vaste programme de réformes et ravivé sa croissance, en particulier au cours des trois dernières années.
- Haïti a fait des progrès significatifs depuis trois ans mais des obstacles majeurs demeurent pour accélérer la croissance et réduire la pauvreté;
- Les politiques macroéconomiques mises en place depuis 2004 ont contribué à relancer la croissance économique, rétablir une discipline budgétaire, réduire l'inflation et accroître les réserves internationales.
- La stabilité du secteur financier a été maintenue bien que des faiblesses soient apparues.

De 2004 à 2006



- De 2004 à 2006, les autorités haïtiennes ont rapidement avancé dans la mise en place d'une série de réformes budgétaires et des mesures structurelles;

Réformes et mesures soutenues par le FMI à travers un "Staff-Monitored Program" (SMP) et deux "Emergency Post-Conflict Assistance" (EPCA I and II) successives et par la Banque Mondiale à travers le projet PAGE I (Economic Governance Reform Operation I

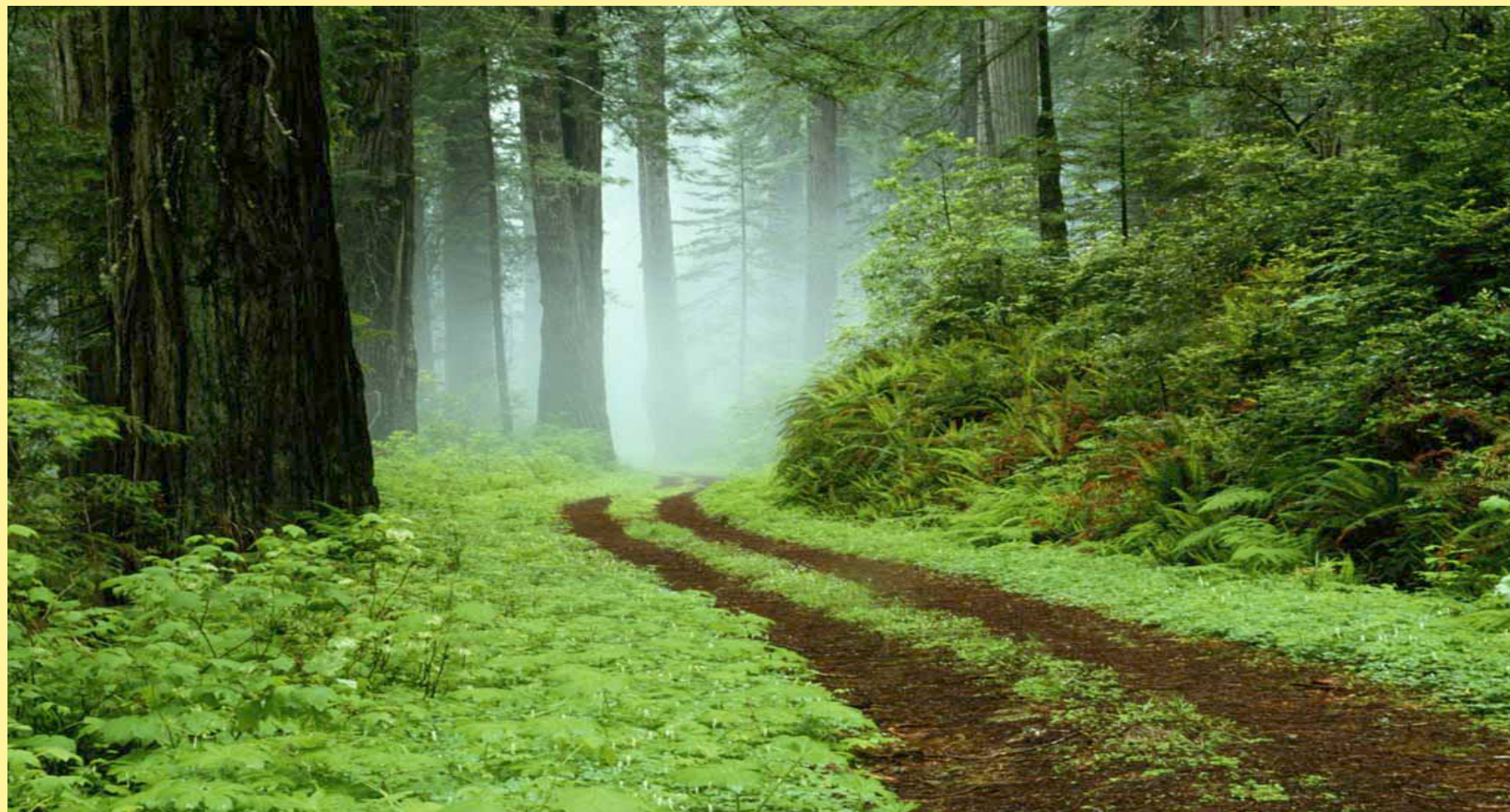
- Le Gouvernement a renforcé les contrôles des dépenses, principalement par la réduction de l'utilisation des comptes discrétionnaires appelés «comptes courants». Des mesures rapides d'accroissement des recettes ont permis une augmentation des recettes .

Années 2004-2006



- La réussite de la mise en place de son programme de stabilisation a permis à Haïti de bénéficier d'un programme de Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (PRGF) de 3 ans avec le FMI.
- De plus, en Novembre 2006, Haïti s'est qualifié pour l'allègement de la dette sous l'Initiative PPTE renforcée en atteignant le point de décision de cette initiative.

Le chemin de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté



Le Cadre des politiques macro économiques



- Des mesures de bonne gouvernance économique, principalement dans les domaines du cadre légal, des institutions publiques centrales et dans le processus et les procédures de gestion financière.
- En particulier, les procédures budgétaires ont été rétablies, le système de passation des marchés publics renforcé, et les efforts de lutte contre la corruption accrus.
- Des efforts ont également été faits pour améliorer l'efficacité et la transparence dans la gestion des entreprises publiques.
- Cette vague de réformes a permis un renouveau de la confiance et s'est traduite par une croissance plus élevée.

Objectifs des Politiques : Croissance et Réduction de la pauvreté



- Pour faire reculer la pauvreté en Haïti, il sera indispensable de garantir une croissance rapide et soutenue de l'économie haïtienne dans les années à venir.
- Pour la période 2007-2009, le taux de croissance est fixé à 3.5 % en moyenne annuelle.
- Pour l'exercice fiscal 2006/2007, les estimations ont montré un taux de 3%
- Pour 2007/2008, les projections sont de 3.7%.
- Quant aux années subséquentes, une croissance moyenne annuelle de 4% est attendue pour 2009-2015.
- Pour rendre la croissance durable : les trois premières années devront servir à consolider les acquis en matière de stabilisation macro-économique, et à renforcer les conditions objectives du redémarrage économique.

Les conditions nécessaires sont notamment



- **Le raffermissement des résultats obtenus en matière de sécurité ;**
- **L'amélioration du climat des affaires ;**
- **Le renforcement des capacités institutionnelles des administrations publiques ;**
- **La réforme de la gouvernance économique ;**
- **La réhabilitation et le développement des infrastructures.;**

La stratégie retenue par le DSNCRP



Elle s'articule autour des quatre axes fondamentaux suivants:

- ✦ promotion d'une croissance économique rapide, soutenue et favorable aux pauvres ;
- ✦ augmentation de l'investissement en capital humain et amélioration de l'accès aux services sociaux de base ;
- ✦ protection des groupes vulnérables, préservation de l'environnement et gestion des risques majeurs ;
- ✦ renforcement des institutions, modernisation de l'État et promotion de la bonne gouvernance

Perspectives Macroéconomiques pour 2008/2011



Politiques macro-économiques

- L'Etat haïtien est déterminé à renforcer, au cours de la période 2008-2011, les conditions macro-économiques favorables à l'accélération de la croissance et à poursuivre la stabilité macro-économique.
- Dans cette perspective, l'inflation, qui était 8 % en 2007 sera ramenée à 7 % en 2009 et il est prévu qu'elle sera encore plus faible en 2011.
- Les réserves nettes de change augmenteront pour atteindre plus de trois (3) mois d'importation

Les politiques Macro économiques



- Politiques budgétaires et fiscales:
- Politiques monétaires :
- Balance des paiements:

Politiques budgétaire et fiscale



- Au regard des exigences que l'on se donne comme objectifs de réduction de la pauvreté, les revenus de l'État haïtien apparaissent assez modestes.
- Aujourd'hui, le ratio des recettes fiscales sur le PIB est à peine supérieur à 10 %. La politique fiscale visera prioritairement à faire passer la pression fiscale de 10 % en 2006 à 14 % en 2011.

Les grandes catégories de mesures de réforme fiscale envisagées viseront:



- ❖ Le renforcement des capacités institutionnelles des administrations fiscales et l'amélioration de l'efficacité de leur action;
- ❖ La rationalisation du système d'exonérations fiscales;
- ❖ L'amélioration de la couverture des activités rurales;
- ❖ L'intégration des opérateurs du secteur informel dans le système fiscal;
- ❖ La révision et la mise à jour de la législation fiscale;

(Suite)



- Le renforcement du contrôle douanier sur tout le territoire et notamment dans les ports de province,
- L'ajustement des barèmes de taxes, notamment, pour prendre en compte l'érosion provoquée par l'inflation,
- La correction des distorsions induites par certaines taxes (taxes sur les produits pétroliers par exemple) et le réaménagement de certains taux jugés relativement faibles ou trop élevés (pour l'enregistrement des hypothèques, par exemple).

En matière de dépenses



Parallèlement à l'effort de mobilisation des recettes fiscales, l'État veillera à améliorer l'allocation des dépenses publiques en faisant augmenter régulièrement le poids relatif des dépenses allouées à l'investissement public et en améliorant le ciblage et l'exécution des dépenses effectuées dans les secteurs prioritaires.

Pour la période 2007-2011, le Gouvernement prévoit de ramener les dépenses courantes à 45,5% en moyenne de l'ensemble des dépenses publiques, contribuant ainsi à la détermination de l'espace budgétaire nécessaire à la poursuite des objectifs fixés dans le cadre de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté.

suite



- Pour les années subséquentes jusqu'en 2011, il est prévu que ce déficit évolue autour de -3 % du PIB hors les dons, le déficit global de l'administration publique se situerait à environ -6 % du PIB en 2007 et devrait graviter autour de -7 % du PIB entre 2007 et 2011.
- Dans un contexte marqué par la faiblesse des recettes fiscales collectées par l'État haïtien, et étant donné le caractère progressif de l'effort d'augmentation de la pression fiscale entre 2007 et 2011, il sera par conséquent indispensable de garantir, la prévisibilité des flux de ressources budgétaires de l'État provenant des dons extérieurs.
- Les projections effectuées pour la période 2007-2011, et basées sur les tendances historiques, aboutissent à des niveaux de dons extérieurs se situant dans la fourchette des 4 - 5 % du PIB.

La politique budgétaire visera



- contenir le déficit des opérations financières de l'État à un niveau soutenable, compatible avec les financements attendus.
- garantir cette soutenabilité en assurant la prise en charge adéquate des besoins identifiés dans les secteurs prioritaires.
- contenir le déficit global de l'administration publique dans des limites raisonnables, compatibles avec les objectifs de stabilité macroéconomique,
- les recettes fiscales devront augmenter sensiblement, et subsidiairement, les ressources supplémentaires obtenues sous forme de dons devront se maintenir à un niveau relativement élevé.
- Le déficit global sera financé exclusivement à partir de ressources externes sans aucun recours au financement de la Banque Centrale au cours de la période 2007-2011.

Ces niveaux sont :



- Certes appréciables, mais il serait souhaitable qu'Haïti obtienne plus de ressources sous forme de dons, de manière à éviter des écarts de financement qui engendreraient des risques de déséquilibre macroéconomique. Un accroissement des dons de l'ordre de 2 % du PIB par rapport au niveau moyen permettrait par exemple de couvrir les écarts de financements projetés pour les 3 dernières années de la période.
- Le Gouvernement est déterminé à mener une politique prudente en matière d'endettement extérieur de manière à contenir la dette d'Haïti à un niveau soutenable, compatible à sa capacité de remboursement. Il n'accumulera pas d'arriérés sur sa dette externe.
- En complément aux emprunts contractés à des termes concessionnels, la mise en œuvre des initiatives d'allègement de la dette permettra de dégager des ressources additionnelles pour financer un ensemble de dépenses prioritaires de la stratégie de réduction de la pauvreté.

Politique monétaire



La politique monétaire élaborée dans le cadre du DSNCRP visera essentiellement :

- à établir et à maintenir une inflation modérée au cours de la période de mise en œuvre de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté; à garantir une faible inflation, car l'inflation agit comme une taxe régressive qui grève le revenu des ménages, en érodant notamment les salaires et les actifs détenus par les pauvres.
- La politique de désinflation sera poursuivie entre 2007 et 2011. La discipline budgétaire des 3 dernières années a momentanément levé la principale contrainte qui pèse sur la conduite de la politique monétaire.

Politique Monétaire (Suite)



- En décidant de maintenir cette discipline, et donc en évitant de recourir au financement des déficits publics par la Banque Centrale, les autorités haïtiennes comptent faciliter la gestion monétaire au cours de la période 2007-2011 et favoriser la mise en place de conditions monétaires favorables à la croissance économique.
- Dans la foulée des réformes à entreprendre, la Banque Centrale devra clarifier et réaménager le cadre d'exécution de la politique monétaire de manière à renforcer les mécanismes de transmission de la politique monétaire et à accroître l'efficacité des instruments utilisés.

Balance des paiements



- Si l'on fait abstraction des transferts officiels, le solde des transactions courantes de la balance des paiements, exprimé en pourcentage du PIB, accuserait en 2007 un déficit légèrement supérieur à 6 % du PIB.
- Entre 2007 et 2011, ce déficit hors transferts officiels devrait s'établir en moyenne autour de 8 % du PIB, avec une légère tendance à la hausse sous l'effet d'une dégradation continue de la balance commerciale.
- Toutefois, si l'on tient compte de ces transferts officiels, le solde du compte courant pour 2007 se ramènerait à un peu plus de 1 % du PIB.
- Au cours des dernières décennies le solde du compte courant a généralement été inférieur à 2 % du PIB.

(Suite)



- Les estimations du déficit courant effectuées pour la période 2007-2011 font l'hypothèse que les flux privés en provenance de la diaspora haïtienne constituent une composante permanente et globalement stable de la balance des paiements d'Haïti.
- Ces transferts privés devraient représenter près de 20 % du PIB en 2007, et garder au cours de la période des niveaux relativement comparables.
- Pour faire face aux chocs externes, l'objectif en matière de réserves brutes de change est d'accumuler l'équivalent de 3 mois d'importations de biens et de services.
- L'accroissement des flux de transferts courants et l'augmentation anticipée des flux d'investissement étranger direct (IED) devraient faciliter cette accumulation.

Perspectives macroéconomiques pour 2007-2011



- Pour analyser brièvement les perspectives pour 2007-2011, deux scénarios ont été considérés.
- Ces scénarios se distinguent essentiellement par un surcroît d'activité obtenu, au cours des deux dernières années de la période, par l'augmentation des niveaux d'investissement en raison de meilleures capacités d'absorption de l'économie haïtienne et suite à une amélioration au niveau de la mobilisation des ressources.
- Les projections portent essentiellement sur la période 2007-2011, cependant pour caractériser les scénarios, les taux de croissance moyen ont été maintenus jusqu'en 2015 à 6 % et à 4 %, respectivement pour le scénario optimiste et pour le scénario de base.

Pour le Saut Qualitatif



Les Scenarios



- Sous ces hypothèses, les taux de réduction de la pauvreté respectifs ont été calculés en utilisant de nouveau le modèle de Ravallion, ils sont donnés par le tableau que vous verrez plus loin. L'examen des indicateurs démographiques disponibles suggère que la population haïtienne se trouve aujourd'hui en phase de transition démographique.
- Aussi, en lieu et place du taux intercensitaire de 2,3 % calculé par l'IHSI, les taux de croissance démographique utilisés correspondent à une série estimée par l'IHSI et qui reflète le phénomène de transition démographique.
- Le taux de croissance de la population est estimé actuellement à 2,1 %, et il diminue progressivement pour atteindre 1,9 % en 2015. Sous ces hypothèses, dans le scénario de base le taux de réduction de la pauvreté à l'horizon 2015 serait de 17 % environ, par contre pour le scénario optimiste le taux de pauvreté serait réduit de près de 27 %.

Scénario de base



- Les investissements progressent en moyenne de 10,8 % entre 2007 et 2011, avec une tendance très marquée à l'augmentation des investissements publics. Les investissements privés, d'un poids relatif trois fois plus important, affichent eux aussi un dynamisme certain.
- Les exportations augmentent à un rythme soutenu, notamment sous l'effet de la matérialisation des opportunités offertes par la loi HOPE.
- La réhabilitation des infrastructures rurales et l'encadrement des entrepreneurs ruraux favorisent la production et l'exportation des produits agricoles phares
- Un certain nombre d'enclaves touristiques sont opérationnels en fin de période et, dans l'intervalle, un effort accru est consenti pour favoriser les visites touristiques des ressortissants étrangers d'origine haïtienne.
- La vigueur retrouvée de l'industrie touristique, le dynamisme de l'agriculture et la bonne santé du sous-secteur des BTP ont des effets positifs sur l'emploi durable et donc sur la demande des ménages. La consommation finale s'accroît à un rythme moyen de 3,8 % soutenu par l'augmentation des revenus et l'accroissement des transferts courants.

Scénario optimiste

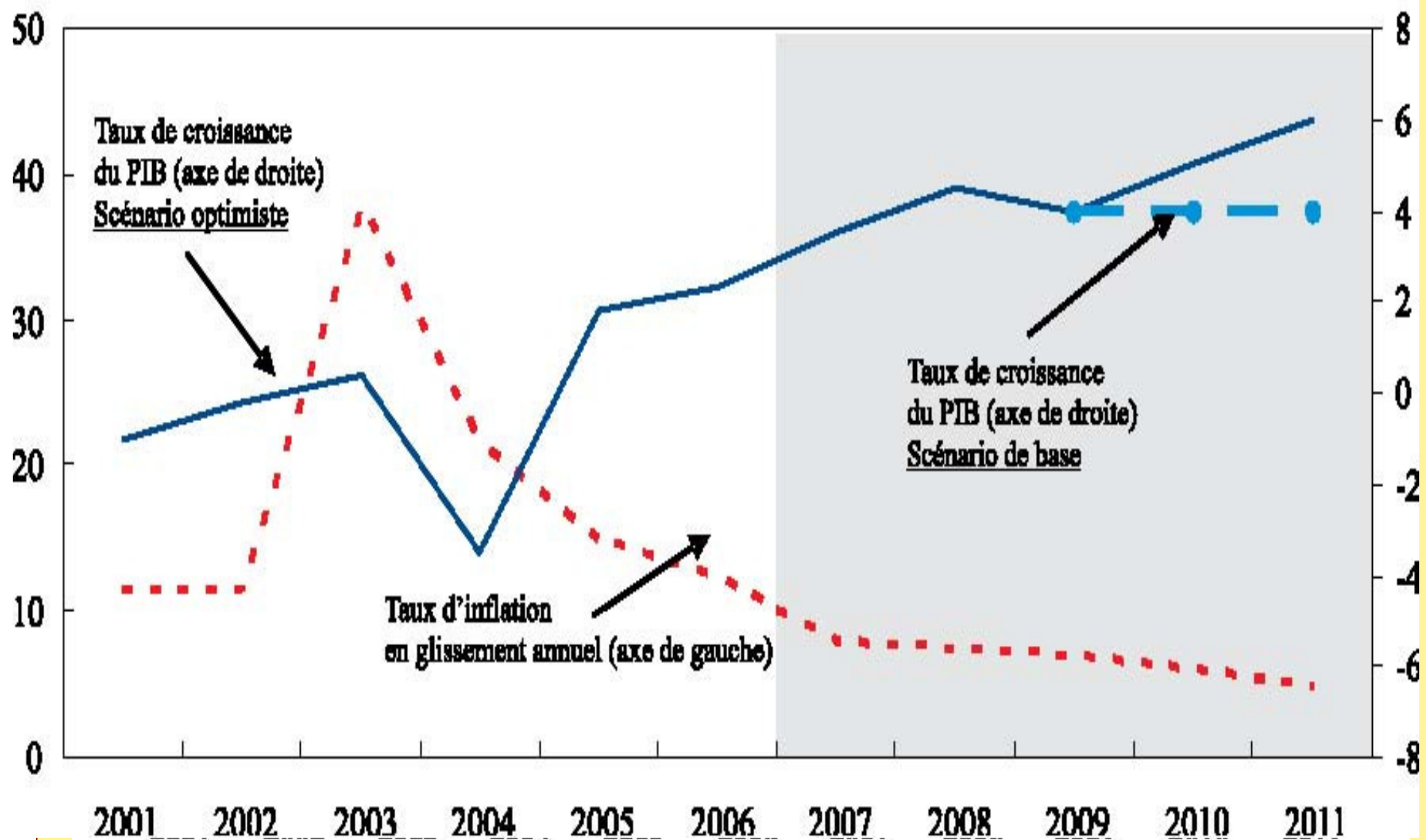


- Les mêmes hypothèses sont effectuées pour le scénario optimiste. La différence entre les deux scénarios provient essentiellement du fait que dans le scénario optimiste, la mobilisation des ressources est plus efficace. D'une part, les recettes fiscales collectées au cours de 2010 et 2011 sont plus importantes et, d'autre part, les dons extérieurs augmentent et permettent d'accroître les ressources de l'appui externe au budget.
- L'essentiel des ressources additionnelles va servir à augmenter les dépenses d'investissement public au cours des 2 dernières années de la période. Les gaps de financement de 2010 et 2011 seront maintenus, en valeur absolue, approximativement au même niveau.
- Le scénario optimiste fait également l'hypothèse d'une amélioration sensible de la capacité d'absorption de l'administration publique. Il suppose entre autres des taux d'exécution du budget élevés.
- Par ailleurs, le scénario optimiste table sur une amélioration de la demande extérieure traduite par à une progression plus rapide des exportations.

• **Tableau.- Caractérisation des scénarios**

Scénario		2007	2008	2009	2010	2011
Scénario de base	Taux de croissance du PIB par tête	1,4 %	2,4 %	1,9 %	1,9 %	1,9 %
	Taux de pauvreté ¹	55,0	53,5	52,4	51,2	50,2
Scénario optimiste	Taux de croissance du PIB par tête	1,4 %	2,4 %	1,9 %	2,8 %	3,8 %
	Taux de pauvreté ¹	55,0	53,5	52,4	50,7	48,5

Graphique 10.1 : Croissance et inflation (en %)



Travaillons ensemble pour une autre HAITI





MERCI

BON TRAVAIL